

# Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE  
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER  
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

## ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 64 fr.	Un an..... 96 fr.
Six mois..... 32 fr.	Six mois..... 48 fr.
Trois mois..... 16 fr.	Trois mois..... 24 fr.
Chèque postal : 804-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## Où sont, Monsieur Lozovsky, les bourriques et les fascistes?

« Je ne sais quel est le pourcentage des bourriques et des fascistes dans les rangs des anarchistes, mais les événements sanglants du 11 janvier prouvent que la proportion est assez grande... »  
Lozovsky (*Humanité* du 30 janvier).

Voici le bouquet. Le secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge prenant à son compte le las d'ordures et d'infamies déversées par l'*Humanité* sur les anarchistes. Le provocateur de Saint-Etienne et de Bourges ramassant dans les poubelles de Daudet et de Cachin le vomis des injures et des calomnies.

Si nous avions encore la naïveté de prendre ce personnage gouvernemental pour un représentant des travailleurs, nous pourrions nous indigner de le voir s'acquiescer avec les politiciens qui assassinent des ouvriers dans leur Maison de la Grange-aux-Belles.

Mais il y a beau temps que nous sommes édifiés sur la conscience prolétarienne de l'effroyable bonhomme. Ce Lozovsky avait déjà vendu aux autorités bolchevistes les syndicats de Russie. Il avait fait de sa C. G. T. une sorte d'agence de domestication du travail au service de l'Etat. Il avait fait tenir des Congrès syndicalistes nationaux et internationaux sous la « protection » des baïonnettes de l'Armée rouge. Il avait livré aux policiers et aux gardes-chiourme moscovites les meilleurs militants de l'émancipation ouvrière.

De la part de « ça » rien ne nous étonne. Ce gluant valet de basse politique peut tout se permettre. Comme d'un Jouhaux on attend d'un Lozovsky les pires bassesses, les plus horribles lâchetés.

Celui qui porte la complicité quotidienne de centaines d'anarchistes et de syndicalo-anarchistes russes fusillés, emprisonnés, déportés, celui qui a contraint à la grève de la faim les prisonniers politiques dans les prisons soviétiques — celui-là peut bien nous traiter de bourriques et de fascistes : ses appréciations ont la même valeur à nos yeux que celles d'un Poincaré ou d'un Léon Daudet.

Les anarchistes du *Libertaire* n'ont encore mis personne en prison. Ils n'ont dénoncé personne. Ils n'ont fait condamner personne. Ils ne commettront jamais, sous aucun régime, dans aucune circonstance, de telles iniquités. Les bolchevistes, au service desquels se trouve Lozovsky, ne cessent d'exercer les tristes fonctions de policier, de mouchard, de juge.

Les anarchistes du *Libertaire* n'ont encore passé de traité ni avec Mussolini, ni avec Primo de Rivera, ni avec Léon Daudet. Ils n'ont jamais fait la moindre alliance — fût-elle défensive — avec les fascistes ou avec les camelots du roi. Ils n'ont pas l'intention de marcher sur les brisées de Tchitchérine. Et leurs amis d'Italie et d'Espagne ne leur ont pas fait de rapports avec les dictateurs militaires de ceux de la répression la plus sauvage exercée sur leur peau. En France, la rue de Rome n'a jamais eu leur visite que d'une manière peu amicale. Enfin les anarchistes n'ont jamais envoyé de condoléances à aucun chef d'Etat fasciste. Les bolchevistes n'en pourraient certes, dire autant !

Les anarchistes du *Libertaire*, ni Lecoq, ni Colomer — pour ne citer que deux d'entre eux — n'ont collaboré à l'œuvre de guerre comme certains des complices français de Lozovsky. Ils n'ont pas été les agents provocateurs de la tuerie mondiale. Tandis que l'un d'entre eux avait réfugié son antipatriotisme sur la terre neutre d'Italie, il vit surgir M. Cachin accompagné de toutes les autorités consulaires de France, M. Cachin dont le voyage de propagande guerrière fut patronné, en Ligurie, par le *Secolo XIX*, organe officiel des richissimes signori Ansaldo, fabricants de munitions et de fournitures de guerre, M. Cachin qui prêcha — à quel prix, avec de tels patronages — la sainte guerre du Droit, de la Justice et de la Civilisation aux prolétaires italiens qui jusqu'alors ne voulaient rien savoir de l'ignoble boucherie.

Après l'assassinat de la Grange-aux-Belles, les politiciens meurtriers, tremblant de prendre la responsabilité de leur frousse criminelle — car ils ne commandèrent : « Feu ! » que par peur — se mirent à crier sur nos chausses : « A l'assassin ! »

Et maintenant leurs grands chefs de Moscou, convaincus de flirt avec les gouvernements fascistes, mis en face de leurs crimes policiers ne trouvent rien de mieux que de traiter leurs accusateurs de « fascistes » et de « bourriques ».

Mais ça ne prend pas. Le jeu est trop vieux. Et Prolo, à force de se voir faire des grimaces, les a apprises à son tour, non pour les exécuter lui-même, mais pour ne plus en être victime de la part de ses exploités. Prolo ne court plus — bonne bête — derrière celui qu'on lui désigne en hurlant : « Au voleur ! » Prolo garde ses poches et préserve ses reins. Et quand il prend une bourrique ou un fasciste sur le fait — il les exécute.

Les faits de Russie et d'autres lieux moscovites parlent assez clairement au bon sens prolétarien. Gare à la casse, Monsieur Lozovsky, quand les ouvriers connaîtront ces faits. Et allez dire à vos maîtres que rien ne nous empêchera de dire tout ce que nous savons — inlassablement — jusqu'à la fin de leur triste règne.

### LE LIBERTAIRE.

## Nos excuses

Le *Quotidien des masses* arrache de désespoir les derniers cheveux de Caton. Et cela à cause de ces sacrés anarcho-réformistes qui ne se tiennent pas bien sages dans le temple orthodoxe.

Pensez donc, les rédacteurs du *Peuple*, du *Populaire*, du *Matin* et autres « feuilles bourgeoises » étaient, paraît-il, aux premières loges à la réunion du S.U.B., tandis que le rédacteur de l'*Humanité* attendait dans les water-closets, les tuyaux que l'agent de liaison Teulade n'était pas pressé de lui donner.

Pourquoi donc les salariés de M. Souvarine craignent-ils tant le contact avec les gars du Bâtiment ? Est-ce que les feux de salve du capitaine Treint sont pour quelque chose dans cette attitude pusillanime ? Vous trouvez que bourgeois et réformistes « rigolent » pendant qu'on « bouffe » du communisme. Sont-ce des aveux ou des regrets ?

Faites donc plutôt votre examen de conscience, si vous en avez une. Votre P. C. a voulu « bouffer » le syndicalisme et assassiner les syndiqués.

Votre argentier international Lozowski nous traite gentiment de « bourriques », nous qui versions des colissions à l'I. S. R. Vous nous gratifiez de vos défauts onémiques, vous nous appelez de votre nom de naissance : scissionnistes.

Reconnaissez donc que vous avez semé le vent et que vous récoltez le mépris en attendant la tempête.

Ne vous en prenez qu'à vous-mêmes si vous avez aujourd'hui contre vous toutes les tranches de l'activité révolutionnaire.

### La laissera-t-on tranquille

Marcelle Weill, l'ancienne compagne de Gruffy, ne cesse pas d'être appelée à la Police Judiciaire et chez le juge d'instruction Barnaud, pour être interrogée sur ce qu'elle pourrait « connaître » de l'affaire Philippe Daudet.

Ce sont, du fait de ces interrogatoires si souvent répétés, des embêtements continus pour elle.

Comme elle est obligée de gagner son pain, elle nous prie de dire, dans le *Libertaire*, qu'elle ne veut pas servir de pantin à ces messieurs de la justice, par trop aux ordres de Daudet. La commission est faite.

Inutile d'ajouter que nous joignons notre protestation à la sienne.

### A-COTÉS

## Paillasse

Au moins, avec Mussolini on sait à quoi s'en tenir sur le droit à la violence comme moyen de gouvernement et comme méthode d'opposition au gouvernement.

« Je prête serment à la mémoire de tous nos martyrs, a-t-il déclaré, que, lorsqu'il s'agit de la patrie et du fascisme, nous sommes prêts à tuer comme à mourir. »

Fort bien. Seulement, lorsque les fascistes, organisés, armés et soutenus par le gouvernement de Mussolini, assassinent leurs adversaires au coin d'une rue, ils sont assurés de l'impunité. Les opposants, eux, sont certains d'être finis leurs jours dans un cachot. Il suffit même pour cela qu'ils aient osé se défendre.

Ce droit à la violence, c'est l'assassinat pour raison d'Etat. Mussolini ne l'a pas inventé. Il est seulement un peu plus cynique, un peu plus inconscient que ses congénères. Mais, hélas ! c'est lui-même qui détient les clés des maisons de fous. Et vous savez que les fous se croient toujours des êtres supérieurs. — CHAB.

### REGIME LE TROCQUER

## L'express Nantes-Paris est pris en écharpe par un train de marchandises

### Pour se couvrir, Le Trocquer fait arrêter le mécanicien

Il y avait longtemps que M. Yves Le Trocquer, empereur du rail, ministre des travaux publics, n'avait fait parler de lui. Les accidents, depuis un certain temps, se faisaient plus rares, et les journalistes, à cours de copie, n'avaient plus une seule victime à se mettre sous la dent : un tel état de choses ne pouvait durer longtemps.

C'est pourquoi, hier après-midi, la nouvelle d'une catastrophe se répandait dans Paris, et nombreux étaient les gens qui parcouraient, inquiets, les journaux du soir, redoutant de lire le nom d'un parent ou d'un ami parmi les morts possibles.

L'express Nantes-Paris avait été pris en écharpe par un train de marchandises, à quelques kilomètres de Tours.

Deux morts, six blessés, tel est le bilan de ce nouvel accident de chemin de fer, dont M. Le Trocquer aura à répondre devant la Chambre — ou plutôt à ne pas répondre, car on finit par être habitué à ce régime des fêtes cassées.

En admettant même qu'une nouvelle interpellation soit déposée par un de nos honorables, ce n'est pas cela qui mettrait un terme aux catastrophes.

Voici le texte de la dépêche que l'Agence Havas nous a transmise, sur les circonstances de l'accident, ainsi que le nom des malheureuses victimes :

Tours, 30 janvier. — Hier, à 19 h. 25, le train express 110, de la Compagnie d'Orléans, se dirigeant sur Paris, a été pris en écharpe, à la bifurcation de Sargé, à 1,800 mètres de Châteaurenault, par un train de marchandises de l'Etat.

M. Albert Punoum, 25 ans, domicilié à Gentilly, 8, rue Louis-Gaillet, chef du wagon-restaurant, a été tué ; M. René Lory, pensionnaire chez M. Deléglise, 71, quai de la Tourneille, à Paris, est grièvement blessé.

Plusieurs autres personnes sont moins sérieusement atteintes : Mlle Germaine Blevet, 24 ans, 13, avenue de Choisy, à Paris ; Mme veuve Albertine Brochon, 28 ans, 13, rue Saint-Jacques, Paris ; M. Léon Noailles, 25 ans, 15, rue Roussel, à Paris ; M. François Augel, 40 ans, cantonnier à la Compagnie P.-O. à Châteaudeun. Un autre voyageur, dont on ignore le nom, a été sur sa demande reconduit à Tours.

Le train 110 est l'express qui part de Nantes à 14 h. 41, et arrive à Paris à 22 h. 42.

La bifurcation de Sargé, où s'est produit l'accident, relie les deux grandes lignes Paris-Bordeaux (Etat), et Paris-Bordeaux (Orléans).

Quant à la Compagnie des chemins de fer d'Orléans, voici le communiqué qu'elle fit passer à la presse, hier soir :

Hier soir, vers 19 h. 15, le train 2.759 Etat, venant de Sargé-sur-Braye (Sarthe), est entré en collision avec le train express 110 P. O., à la bifurcation de Sargé.

Les voies sont obstruées, plusieurs voitures ayant déraillé.

Le maître d'hôtel du wagon-restaurant du train express a été tué au cours de l'accident.

Le cuisinier, qui avait été grièvement blessé, est décédé ce matin à l'hôpital de Châteaurenault, où il avait été transporté.

Deux femmes de service du wagon-restaurant, et un voyageur, ont été également blessés ; ils ont été transportés au même hôpital.

Naturellement, le mécanicien du train de marchandises a été rendu responsable de l'accident, et « il est gardé à vue par les gendarmes » jusqu'à ce que l'enquête du Parquet soit close.

Il est facile à M. Le Trocquer de faire boucler un malheureux cheminot dont la non-culpabilité sera reconnue par la suite, nous en sommes sûrs.

Les vrais responsables sont au ministère des Travaux Publics et dans les conseils d'administration des compagnies. Ces dernières, pour réaliser des économies et distribuer de plus gros dividendes à leurs actionnaires, n'hésitent pas à négliger certains travaux utiles, à laisser subsister un matériel défectueux, et à laisser rouler des wagons dont la réparation serait plus que nécessaire.

Allons, une enquête impartiale — si tant est que celle-ci puisse se faire — tournera à l'avantage du malheureux mécanicien et à la confusion des gros bonnets de la Compagnie.

Mais cette enquête « impartiale » peut-elle avoir lieu ?

### SI NOTRE ŒUVRE VOUS PLAÎT

Souscrivez au *Libertaire*

quotidien

Abonnez-vous au *Libertaire*

quotidien

## CELUI-LA AUSSI doit être amnistié, il le sera

Sous le fallacieux prétexte d'éviter des heurts entre les manifestants et la police, certaines organisations ont pris l'habitude d'appeler le peuple parisien à se grouper hors barrières sur un terre-plein d'une banlieue avoisinante, lorsqu'elles organisent des démonstrations d'une certaine importance.

Et le contraire de ce qu'on a voulu se produire immanquablement.

Pour la rentrée dans la capitale les portes s'ouvrent à peine ; la foule ne pénètre dans Paris que par petits paquets et très lentement. Les flics qui, alors, n'appréhendent point d'être débordés affirment davantage leur arrogance.

Et les incidents surgissent nombreux, violents, sanglants.

Le 31 avril 1922 — un dimanche — l'Union des Syndicats Unitaires avait convié les travailleurs de la région à commémorer dignement le Premier Mai en se rendant en grand nombre au parc des Oblats à Saint-Ouen.

Nous étions là-bas une trentaine de mille. Nous avions entendu des discours, des discours, et, après avoir parcouru, en bandes moutonnières, les rues de Saint-Ouen, nous arrivions aux barrières.

Là, comme à l'ordinaire, les gardiens de la « paix » se livraient à un filtrage sérieux et faisaient jouer leurs poings, leurs pieds et leurs matraques.

Pour des Parisiens, rien d'« anormal » ailleurs dans la conduite des gens de police.

Chez un provincial, la surprise d'abord, la colère ensuite, l'indignation enfin devaient remplacer la passivité moqueuse des parigots.

Taillefe se trouvait à Paris depuis quelques semaines, il venait d'Alais et presque chaque jour il nous rendait visite à notre ancien local, 69 boulevard de Belleville.

Nous le connaissions bien. Et lorsque nous sûmes le nom du camarade qui, en riposte aux déchainements des flics, s'était servi de son arme, nous n'en éprouvâmes nul étonnement.

Pauvre cher Taillefe ! Il fut passé à tabac ignominieusement. A cinquante sur lui, dans le poste de police, les braves gardiens de la paix s'acharnèrent. A tel point qu'ils mirent ses vêtements en lambeau et son corps aussi, n'en doutez pas, puisque deux jours après son arrestation il faisait son entrée à la prison de la Santé sur une civière.

La Commission Administrative provisoire de la C.G.T.U. adopta Taillefe malgré qu'il ne fût pas syndiqué et elle se prépara à le sauver.

Mais la préfecture de police veillait ! Taillefe avait, de bon cœur, accepté l'argent que nous lui avions adressé ; il avait bien voulu prendre comme défenseurs les deux avocats que nous lui avions choisis. Dans une gentille lettre il nous disait toute sa gratitude pour notre solidarité et nous déclarait mettre sa liberté et sa vie entre nos mains.

Entre temps, les deux policiers qu'il avait blessés s'étaient rétablis.

Nous regûmes la visite de sa famille. Celle-ci, visiblement inspirée par la police, vint nous parler d'honneur et de déshonneur et nous demander de ne pas nous occuper de Taillefe. Il serait soutenu par elle, grâce à une « grosse légume » de sa connaissance.

Nous n'acceptons pas, d'autant plus que nous apercevions, là-dessous, les combines de la police qui voulait nous empêcher de défendre notre camarade et nous interdire surtout de faire son procès à elle, en dévoilant, du haut de la tribune retentissante de la Cour d'Assises, ses brutalités et ses provocations.

A la fin, misérablement importunés, nous répondîmes à la famille que Taillefe était seul qualifié pour décider.

Pauvre Taillefe, il ne fut pas le plus fort et dans l'abandonnement provenant des coups reçus et de son encellulement, il céda.

Il dut bien le regretter. Car après s'être moralement diminué il attrapa dix ans de réclusion en dépit de la promesse qui lui fut faite de s'en tirer avec, au plus, deux ou trois années de prison.

Il n'a point dépendu de nous que nous n'assissions Taillefe devant la justice et lui apportions le réconfort de notre présence et l'appui de notre action.

Il eût peut-être été acquitté... Maintenant il a rejoint Cottin à la Maison de Force de Melun. Il s'agit de l'en sortir en même temps que celui-ci.

Pour s'être laissé monter le coup par sa famille qui tenait plus à son « honneur » qu'à la liberté de son parent, pour n'avoir pas su repousser la pression judiciaire, Taillefe souffre doublement.

Il souffre, comme tous les prisonniers, d'être verrouillé entre quatre murs, mais il souffre encore de ce qu'il appelle l'indignité de son attitude.

Non, Taillefe, non ! tu n'es pas indigne de nos vœux. Tu es et tu demeureras, pour nous, le petit provincial tout neuf dont le cœur frémissait à bondir devant les matraques que les soutiens de l'ordre abattaient sur des femmes et des enfants.

Puissent ces lignes te parvenir et te faire connaître la place grande que tu tiens dans notre affection et aussi dans nos préoccupations quand nous envisageons les possibilités d'amnistié.

### MERCI !

De nombreux correspondants nous ont adressé leurs remarques sur notre campagne pour l'Amnistie, leurs suggestions, et pas mal de renseignements.

Nous les remercions infiniment. Nous nous excusons de ne pouvoir répondre à chacun d'eux. Mais que tous soient bien persuadés que nous saurons utiliser au mieux de notre propagande, les notes qui nous ont été envoyées.

## ILS SONT TOUJOURS EN PRISON



Il y a environ deux ans, un trésorier-payeur était attaqué dans les rues de New-York. Deux de nos amis, militants révolutionnaires, furent inculpés, arrêtés, et jugés en Amérique. Malgré la contradiction de l'accusation, malgré le témoignage du Consul italien, affirmant qu'à l'heure de l'attentat, Sacco et Vanzetti étaient dans son bureau, le juge américain au service de la bourgeoisie, condamna à mort Sacco et Vanzetti. Le verdict fut accueilli, dans le monde entier, par un cri de réprobation, et le capitalisme américain, devant la clameur populaire, n'osa pas braver la Grande Voie du Proletariat.

Sacco et Vanzetti sont encore vivants ; leur procès doit être revisé, mais, hélas ! ils sont toujours en prison, et les victimes de l'inique jugement souffrent quotidiennement des tortures de la détention.

Nous donnons ci-dessus une photo, prise récemment lors du procès en révision (Sacco s'entretient avec sa compagne) et l'on peut remarquer les ravages qu'a faits sur nos vieux camarades, le long, trop long séjour dans les geôles américaines.

Dans notre belle journalière pour libérer nos prisonniers français, il ne faut pas oublier que le travailleur n'a pas de Patrie, et se souvenir qu'au delà des frontières, des milliers de révolutionnaires attendent aussi leur libération.

Parmi eux, Sacco et Vanzetti, nous sommes particulièrement chers. Nous espérons que, bientôt, ils seront rendus à leurs familles et à leurs amis, et reprendront la lutte contre la société qui permet de telles iniquités.



# Le crime politique

L'article I du Code pénal dit :

- 1° L'infraction que les lois punissent de peine de police est contravention;
- 2° L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est délit;
- 3° L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante est crime.

Cette triple définition est proprement absurde. Prendre la peine comme base de la qualification de l'infraction, c'est atteler la charrette devant les bœufs, car la peine, en ce cas, est évidemment arbitraire, sans quoi on aurait qualifié les « infractions » selon le critère par lequel les peines ont été elles-mêmes choisies. C'est, naturellement aussi, un classement étranger aux règles morales. Le législateur dit ainsi : « La valeur éthique des actes est sans importance. L'importance est déterminée par la peine. La peine, comme, dans Rabelais, fait un juge, doit être choisie aux dés... »

\*\*\*

Mais je veux laisser la question, insoluble, posée par l'article I du Code pénal pour entrer dans le problème plus subtil encore des conditions sociales, matérielles et psychologiques qui qualifient le délit ou le crime.

Psychologiquement, ce problème était, jadis, simple, quand on croyait avoir bien saisi l'élément intentionnel. Aujourd'hui, les analyses de l'âme humaine ont établi que rien n'était plus difficile à comprendre que l'intention. Il y a dans toutes les actions des hommes, une part de suggestion et d'automatisme. Il y a aussi les impulsions nées de l'inconscient, ce platonisme effrayant, ce gouffre auprès duquel la partie consciente de notre « moi » est un flot dans un océan démesuré.

Enfin, il faut faire intervenir la durée. Ce que je veux, en ce moment, n'est un vouloir que durant une durée infinitésimale. Cette polarisation de l'énergie personnelle ne saurait se perpétuer sans abolir le moi lui-même; et, lorsque j'ai cessé de vouloir une chose, il advient que son accomplissement dépende plus de mes facultés automatiques que d'une décision durable, calculée, partant d'une approbation évidente de l'acte conçu qui mènerait jusqu'à l'acte accompli. Ainsi, lorsqu'on veut saisir l'intention, la matière se subdivise à l'infini, s'échappe, se dilue, et l'on s'aperçoit que l'intention de mal faire n'est, en l'état actuel de la science des âmes, qu'un mot dans toute définition heurte les données psychologiques acquises. Les vieux juristes d'antan n'en reviendraient pas ! Une digression est ici nécessaire. Si l'intention du mal est toujours douteuse, l'intention du bien l'est aussi. Analyser le courage par exemple, mènerait à d'étranges résultats, au dam des « héros ». Mais revenons au crime :

Le côté moral du crime est plus saisissable que tout autre. La loi morale, sans avoir la rigueur des lois mathématiques, peut passer pour assez stable en ses grandes lignes qui sont, d'ailleurs, les seules : « Tu ne tueras point ». Voilà le type du commandement éthique. J'ajoute que la morale étant universelle, ou devant l'être, pour exister, ses commandements sont absolus et ne se soumettent à aucune contingence. Il n'y a pas, dans la morale, de « si », de « quoique » et de « toutefois ». Il y a un ordre absolu. La religion chrétienne qui fut (*Quantum mutata ab illo...*) une religion morale, commença par chasser de ses disciples tous les tueurs professionnels. On ne pouvait, à l'origine, pas être soldat et chrétien à la fois. Le premier saint que l'Eglise honore et dont j'ai étudié l'histoire, jadis, lorsque Marty était en gèle, est un centurion romain, Marcellus, qui, durant une revue militaire, à Tanger (c'est peut-être pour ça que Mussolini prétend avoir des droits sur Tanger) jeta son bâton de commandement à terre en disant : « Je ne suis plus soldat, je suis chrétien ». Le christianisme d'aujourd'hui n'existe que chez les « consciencieux objecteurs ». Et le plus cocasse est qu'ils soient tous antipapistes lorsqu'ils sont croyants...

Je reviens au crime. La loi morale dit : « Tu ne tueras point ». C'est un crime que de tuer, un crime « moral ». Le bourreau et ses aides sont des assassins et ce sont des assassins que tous les soldats qui fusillèrent leurs frères d'armes, durant la guerre. Ce sont des assassins moralement, car, socialement, on les récompensait plutôt.

Et j'arrive à la définition sociale du crime. Au fond, elle seule importe. Les sociétés usent, pour faire durer leurs systèmes de mainmise sur les hommes, de tous les actes que défend la morale. Le mensonge, qui, socialement, est le pire de tous, parce que, seul, il réclame une volonté durable, le mensonge est le symbole même de l'Etat-Roi. Mais quelle est la définition sociale du crime ? Il a été écrit mille tonnes de livres là-dessus depuis les folies de Lombroso, qui était vraiment lui, « l'homme délinquant » jusqu'aux fantaisies littéraires de Gabriel Tarde, aux études de Durkheim et même aux écrits humoristiques du docteur de Fleury, qui fut douché jadis comme maboul, mais s'est bien trouvé là pour pomper les argents du bazar de l'Hôtel de Ville. Ainsi, du moins le dit l'extravagant bouquin de Pauline Becker-Laveau, autre question. Mais les définitions du crime confectionnées par les professeurs de droit ont la valeur de ces consultations de Geopfre de Lapradelle et consorts, sur le problème des responsabilités de Guillaume II dans la guerre ou des opinions de tels autres sur la légitimité de la conquête des mines de la Ruhr. Qu'on me voie maîtresse des Affaires étrangères et le professeur Geopfre de Lapradelle, consulté, me reconnaîtra, et donc à la France, le droit d'occuper, aux

Etats-Unis, la Nouvelle-Orléans (car, enfin, l'Orléans n'appartient pas à l'Amérique) et même la Louisiane, au nom des dix-huit rois qui portèrent le nom de Louis. Le souci de notre sécurité (consultez le professeur Machin) réclamera ensuite qu'on occupe les Etats voisins et je me charge de trouver la justification juridique d'une occupation de vingt-cinq Etats d'Amérique.

Les définitions du crime ont, de même, suivi la pente. Chaque professeur, jadis, ou récemment, travaillait pour sa clientèle politique. Au fond, tout ça ne vaut que ce que vaut une profession de foi de député. Mais, jugeant en fonction de la société, je ne pense pas — quitte à m'attribuer une valeur supérieure à celle de tant d'hommes éminents — que l'on puisse mettre en doute ceci : le crime est l'acte qui trouble extérieurement l'ordre social et en compromet la sécurité générale.

Bien entendu, ordre et sécurité sont préjudiciels...

Ma définition est large, certes, et réclame, pour s'appliquer à tels délits spéciaux, des précisions matérielles, ce surtout lorsqu'il s'agit de déterminer la part de culpabilité entraînée par l'infraction. Mais, peu chaut, le plus intéressant, c'est que je me trouve, ici, en face d'un plus curieux problème.

Celui qui commettrait un crime pour faire cesser l'état de trouble social et de sécurité instable dont j'ai parlé, serait-il coupable ? Oui, certainement, devant la loi morale. La morale ignore les divers groupes sociaux et ne leur reconnaît aucun de ces droits que s'arrogent les hommes tricolores de tuer les monochromes ou de les voler. Elle ne reconnaît aucune légitimité à aucun crime.

Mais, socialement, le problème change de face. La société n'existe plus dès que le trouble y règne et que la sécurité y est en question. L'être qui veut, au nom de cette sécurité — qui est désirée par les anarchistes comme par quiconque — et au nom de l'ordre (car l'anarchiste qualifie l'Etat de désordre), l'être, dis-je, qui consent au nom des principes universels sans lesquels tout est barbarie, à commettre un crime destiné à ramener sécurité et ordre (moraux surtout) agit, socialement, en état de légitime défense.

Les jurés qui ont répondu : « Non, l'accusé n'est pas coupable » sont non seulement de braves gens, mais des juristes.

Renée DUNAN.

## Faites des enfants !

Le Conseil de la Natalité émet des vœux. Les statistiques, dit-il, « nous montrent un accroissement continu des divorces, et un péril grave menace la famille ».

Devant ce danger, nous apprend la Liberté, le Conseil supérieur s'est réuni avant-hier soir, et a formulé plusieurs vœux concernant les modifications à apporter à la législation.

La Liberté est un journal nationaliste et engagé en première page pour trouver les moyens propres à diminuer le taux toujours croissant de la vie. En quatrième elle se fait l'écho des vieillards sôles, qui durant toute leur existence se sont bien gardés d'accroître leur famille, et qui sur leurs vieux jours se découvrent un amour immédiate de la marmaille engageant les autres « au devoir » qu'ils sont aujourd'hui incapables de remplir.

Il serait curieux de faire à notre tour une enquête ; hélas ! notre position ne nous le permet pas, n'étant pas introduits — et ne demandant pas à l'être — dans les cercles officiels et officiels du gouvernement. Mais ce que nous ne pouvons faire, la Liberté le peut et nous serions heureux de mettre à contribution ce journal nationaliste qui réclame, lui aussi, un relèvement de la natalité.

La Liberté pourrait-elle nous faire connaître le nombre d'enfants de ces honorables vieillards du Conseil de la Natalité qui émettent des vœux autour d'un tapis vert ?

Voudrait-elle nous faire savoir en bonne place dans son quotidien combien d'héritiers ont M. Poincaré, ses ministres et ses

députés ? Consentira-t-elle à nous dire de combien de pièces disposent ces honorables bourgeois pour loger leur progéniture ? Et lorsque la Liberté nous aura répondu, nous nous mettrons entièrement à sa disposition pour conduire un de ses représentants dans les taudis infects qui abritent le prolétariat.

Nous vous guiderons dans les quartiers de Belleville, de Ménilmontant, de la Bastille, où la pourriture des rues et des immeubles est un véritable foyer d'épidémie, et où meurent chaque année des milliers, des dizaines de milliers de malheureux, qui ne sortent de l'usine que pour s'enfoncer dans la saleté et l'immondice.

Nous vous ferons voir ces ignobles casernes de la rue de la Roquette, où la rapacité des propriétaires entretient une véritable armée de parasites, où les poubelles, l'hiver comme l'été, voisinent avec les chambres des locataires, où une pièce abrite six ou sept personnes, où d'un bout à l'autre de l'année, le germe de la tuberculose fait ses terribles ravages, et où la misère complice de l'ivrognerie et de toute déchéance sociale, mène lentement et sûrement au tombeau toute cette masse de déshérités, dont le seul crime est d'avoir vu le jour, dépourvue de tous les moyens indispensables à la vie.

Faites des enfants ! Nous aimons les gosses. Il m'arrive parfois de m'arrêter à quatre heures à la porte des collèges et de regarder sortir les petits enfants de bourgeois. En été, j'aime aller flâner, lorsque mes occupations me le permettent, au jardin du Luxembourg ou au parc Monceaux. Là, sous l'œil attentif des nurses, des peticots évoluent gaiement, simplement, sans soucis de la vie matérielle : ils sont propres et beaux, sur leurs figures nulle trace de tare, ils n'ont pas les traits tirés et le besoin n'a pas mis sur leurs faces le stigmate de la misère. Lorsque leur ronde sera finie, ils rentreront dans leurs appartements des Batignolles ou des Champs-Élysées, un thé copieux les attendra, et la clarté de leur petite chambre ne fera pas contraste avec la lumière vivante du parc qu'ils viennent de quitter.

Je ne peux alors m'empêcher de songer, avec un serrement de cœur douloureux, aux autres, à nos gosses à nous qui sont condamnés à l'obscurité éternelle, qui restent faibles et chétifs et qui ne quittent l'étroit taudis que pour l'atelier et l'atelier pour la caserne.

Faites des gosses. Eh oui, nous le voulons : mais nous voulons aussi qu'ils profitent comme les autres du grand air et de la vie. Nous ne voulons pas prôner pour mettre sur la terre une race de dégénérés et de parias qui perpétueront le siècle d'esclavage que nous subissons.

La crise de la vie chère, la crise de la natalité, elles ne font qu'une. L'une et l'autre se tiennent et ne peuvent être séparées.

L'organisation capitaliste ne permet pas au prolétariat de faire des gosses. Une pièce de cent sous coûte trop cher pour pouvoir être partagée. Un gosse, c'est aliéner sa liberté, c'est renoncer à la lutte journalière pour son émancipation, et de plus, c'est rogner sur ce qui est indispensable aux besoins quotidiens de l'existence.

Faire des gosses avec les faibles ressources dont nous disposons est un crime contre la société, un crime contre l'humanité tout entière et les dirigeants de la Liberté n'ont pas le droit de l'ignorer.

Hier encore, s'acharnant sur sa proie, le capitalisme a demandé au peuple le sacrifice de 20 % de son maigre budget ; demain matin, le pain vaudra 1 fr. 25 à 1 fr. 35 dans certaines villes de province ; et l'on demande des sacrifices au prolétariat ? Celui-ci n'a plus rien à sacrifier, il a tout donné, il a trop donné, il s'est dépouillé de tout ce qu'il avait, s'abandonnant à ses ennemis avec une naïveté impardonnable.

Aujourd'hui, la confiance a disparu, et toutes vos phrases creuses ne révéleront pas l'abnégation du peuple qui fut trop rudement mise à l'épreuve.

Le prolétariat ne fera plus de gosses. Il ne consentira à repeupler la terre que lorsqu'il aura la certitude que ses enfants auront dans une société bien organisée le droit à la lumière et à la vie.

J. CHAZOFF.

## Prenez note

De nombreuses réclamations nous parvenant chaque jour, nous rappelons à nos lecteurs que les Abonnements partent du 1<sup>er</sup> et du 16 de chaque mois.

SALLE DES FETES de la « BELLEVILLOISE », 23, Rue Boyer (Métro : Martin-Nadaud)

## Matinée artistique, poétique et musicale

au profit du « LIBERTAIRE »

**DIMANCHE 3 FÉVRIER**  
à 14 h. 30 précises

### PREMIERE PARTIE :

- |   |                      |
|---|----------------------|
| 1. Ouverture : Marche de la Sérénade (Beethoven). | RAULT.               |
| 2. Chansons réalistes.                            | RIVET.               |
| 3. Poèmes.  | SALON.               |
| 4. Poèmes.  | Mlle TOUTELET.       |
| 5. Chansons de Béranger.                          | Mlle J. SALON.       |
| 6. Poèmes.  | PITARD.              |
| 7. Poèmes.  | TRIO DE LA ROULOTTE. |
| 8. Trio de Mendelssohn.                           |                      |

### DEUXIEME PARTIE :

- |  |                 |
|--|-----------------|
| 1. Fantaisie sur Manon.                  | STELLYS.        |
| 2. Chansons de Ch. d'Avray.              | FÉLIX GIBERT.   |
| 3. Poèmes de Richepin et de Victor Hugo. | (de l'Odéon)    |
| 4. Chansons de Paul Verlaine.            | CHARLOTTE LUTZ. |
| 5. Chansons vécues.                      | GEO ROBERTS.    |

## Le mariage forcé

de Molière

Interprété en costumes de l'époque par la Roulotte

L'on trouve des cartes à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc. — Prix d'entrée : Trois francs.

# AUX HASARDS DU CHEMIN

## Propos d'un Paria

Et voici une mercuriale !... Elle émane très certainement d'un vieux camarade, et me paraît assez sincère pour être communiquée à nos lecteurs, d'autant plus qu'elle s'intitule : « Lettre ouverte à P. Mualdes » et constitue une réponse.

« En lisant dans le Lietaire votre article de ce mardi, j'ai été très surpris que vous parliez de prêtres spiritistes et de leurs sorcelles. Voilà trente-cinq ans que je m'occupe de spiritisme et cela ne m'empêchait pas de lire Les Temps Nouveaux ni le Révolté, et d'être à la fois spiritiste et communiste libertaire ; cela vous étonnera peut-être. En ce qui concerne les prêtres spiritistes, pour ma part, je n'en ai jamais vu, et ceux qui ont voulu faire reconnaître le spiritisme comme religion (comme en Belgique), se sont fait balancer. Quant aux sorcelles, tout le monde en dit, plus ou moins.

« Parlons franchement. Ayant lu certains volumes traitant de l'anarchie, comme ceux de Grave, Kropotkine, Bakounine, Reclus, Sébastien Faure et autres, je me disais que les anarchistes n'avaient pas de préjugés, et ça me plaisait. Je voyais qu'ils étaient les amis sincères de la Vérité. Me suis-je trompé ? Les libertaires se doivent pas tout de même faire comme les bourgeois, ni comme les prêtres qui condamnaient Galilée à l'index parce qu'il proclamait que la terre tourne. Cependant, à cette époque, personne n'avait pu le prouver. Pourtant, après, on a reconnu la véracité de cette affirmation (E pur si muove). Il est nécessaire de critiquer, mais à cette seule condition : c'est d'étudier d'abord la chose, autrement, c'est faire preuve d'ignorance en la matière.

« Vous ne croyez pas aux phénomènes spiritistes, c'est votre droit. Mais comme anarchiste, j'ai le droit d'avoir, sans avoir étudié, c'est un peu osé ; et de plus, c'est fait comme les bourgeois et même certains ouvriers qui traitent les théories anarchistes, d'utopies, sans avoir pris la peine de les étudier.

Certains physiciens, ou prestidigitateurs, reproduisent certains phénomènes ! Mais aussi, ces physiciens reproduisent bien certains phénomènes naturels. Cela prouve-t-il que les lois qui produisent ces phénomènes naturels n'existent pas ? Evidemment non.

« Ainsi, par exemple, beaucoup de charlatans s'occupent de faire de la médecine : cela prouve-t-il que la médecine est du charlatanisme ? Encore une fois non. Ce serait du crétinisme de ne pas admettre l'évidence de ce raisonnement.

« Les faits spiritistes existent, et je l'affirme. Je n'ai pas été sous le coup d'hallucinations, j'ai assez d'esprit pour distinguer le vrai du faux ; d'ailleurs quand j'ai obtenu ces phénomènes, j'étais seul, c'était quelques jours après la mort de mon père.

« Un anarchiste doit, devant des théories nouvelles et des phénomènes nouveaux ; devant des lois inconnues, des forces inconnues, pousser ses investigations jusqu'au criblé de la raison, certes !... Mais juger et contrôler sans parti pris. Sinon, il retombe dans les préjugés du vieux monde, duquel il prend tout en se réclamant de la phalange des avant-coureurs. Salut cordial.

H. LECOMTE.

Si je publie cette lettre, c'est pour bien montrer à son auteur ainsi qu'à ses camarades qui partagent sa façon de voir, je sais qu'il y en a, que nous ne sommes animés au Libéraire par aucune espèce de parti pris, ni de sectarisme aveugle. Qu'il y ait des lois naturelles encore mal définies, incomplètement étudiées, interprétées de ça fait, de différentes façons, je ne songe pas à le nier. Magnétisme, hypnotisme, suggestion, autosuggestion, autant de sujets de discussions, d'autant plus passionnées, qu'incomplètement mises au point. Je laisse volontiers aux chercheurs, aux savants, qui s'occupent de ces questions, le soin de les résoudre.

Quant aux expériences spiritistes, je puis dire qu'elles ne m'ont pas paru suffisamment convaincantes, surtout celles qui étaient organisées avec toutes les garanties scientifiques, pour me permettre d'ajouter foi à de simples affirmations, aussi sincères soient-elles.

Je suis trop profondément matérialiste, pour douter un seul instant que ces phénomènes, en admettant qu'ils se produisent réellement, ne trouvent leur explication sans sortir du domaine des lois naturelles qui président aux transformations de la matière.

Ceci dit sans prétention et sans vouloir ouvrir une controverse fastidieuse.

Pierre MUALDES.

### Quelle omission !

Voilà que le Journal des masses s'amuse à faire des réparations d'omission. Et quand il s'y met !

A propos du pèlerinage léniniste de Saint-Denis, il annonce la présence d'une délégation du Nord, accompagnée de sept drapeaux. Ah ! ces sept drapeaux accompagnant les délégués. Ce devait être sublime à voir !

Peut-être bien que les sept drapeaux avaient le mandat du poète. Alors que les délégués marchaient comme des figurants dans une mascarade religieuse, « les drapeaux portaient dans leurs rouges plis le recueillement muet d'un monde éploré ».

Avec le progrès bolcheviste, nous aurons peut-être des manifestations exclusivement composées de drapeaux. Les délégués pourrout, à leur aise, manger des marrons et boire un coup de rouge.

### Un Goujat.

Avant-hier, M. Victor Pascal, violoncelliste aux concerts Pasdeloup, étant dans un taxi, signifia à son amie, Mlle Germaine Rivaux, son intention de rompre. Mlle Rivaux, sous le coup de l'émotion et de la douleur, tira un coup de revolver qui d'ailleurs n'atteignit personne.

Et M. Victor Pascal, qui avait fait rompre à la jeune fille des fiançailles antérieures, et qui profite d'une situation illégale pour

l'abandonner lâchement, a eu l'audace d'aller dénoncer la jeune femme dans un commissariat de police, et de la faire arrêter à son domicile.

Goujat !...

○○○

### Le rouble sauvera le franc

Oui, parfaitement, malgré le départ de Skobelw et de ses services commerciaux. Lisez l'Humanité d'hier. Vous y verrez en quatrième page une colossale réclame pour le quinquina de Raphaël... Dunois.

Vous y verrez que « le Raphaël est Français et qu'il faut le préférer aux vins étrangers, pour défendre le franc ».

Si l'Humanité, ses roubles et ses roubleards, Raphaël et les autres, viennent à la rescousse de Poincaré, de Lasteyrie, Chéron et Cie, vous verrez que le franc remontera. L'Humanité lâche-t-elle la Russie soviétique pour la France poincariste ?

## La Vie des Lettres

### PETITES NOUVELLES :

— Un roman de M. Jean-Michel Renaitour paraît aux éditions du Roman nouveau : « Le Traître ». En juillet prochain, M. J.-M. Renaitour groupera ses récits sous ce titre : « Trajectoires ».

— M. E. Halperine-Kaminsky publie dans la Revue hebdomadaire une variante inédite de la Sonate à Kreutzer de Tolstoï.

### NOTULES :

Les Types sociaux dans Balzac et dans Zola. — M. Paul-Louis studie dans le Monde nouveau le caractère de l'œuvre d'un Balzac et d'un Zola. Il met en parallèle les deux écrivains : « Les époques du XIX<sup>e</sup> siècle, où Balzac et Zola vécurent, où ils puisèrent leur information, et qu'ils décrivaient, étaient voisines l'une de l'autre ; l'une et l'autre ont marqué dans l'histoire de l'expansion industrielle et du développement d'outillage, qui est l'essence de l'histoire des cent dernières années. La vie de Zola prolonge en quelque sorte la vie de Balzac, et les Rougon-Macquart continuent aussi la Comédie humaine ».

Le parallèle est-il bien juste ? Je ne crois pas que Zola, malgré toute la vigueur de certains de ses ouvrages et l'observation parfois poussée de ses études, puisse être comparé au gigantesque Balzac. Balzac n'aurait jamais eu les descriptions, souvent enfantines, de certains chapitres de Paris, etc... Mais cela mériterait plus que quelques lignes.

\*\*\*

D'autre part, M. André Breton répond par une belle lettre aux Cahiers Idéalistes.

Il écrit : « Un péril que, selon moi, nous menage votre entreprise, est de confondre, au sommaire de ce numéro des Cahiers Idéalistes, les noms de quelques hommes de peu de foi au votre et à ceux de Royère et de Roïnard, qui me semblent plus agréables. Je prétends que Valéry a perdu le droit de se réclamer de Mallarmé, tout comme qui traiterait le plus obscurément contre lui. Peu importe, me diriez-vous. Pourtant c'est de telles défaillances ou de telles abdications qu'est faite l'injustice démolissante, dont nous prenons notion à chaque minute.

« Avez-vous lu, cher Monsieur, l'ignoble article de Maurras sur Mallarmé ? Eh bien, c'est l'attitude de Valéry, de Régner, qui permet cela. N'y pouvez-vous rien ? Si vous n'y pouvez rien, qu'y puis-je, et à quoi servirait mon hommage à la mémoire d'un homme qui eut horreur de toutes les basses combinaisons ? C'est la morale de son œuvre que vous vous devez de sauver ; il sera temps plus tard de nous reparler de ses beaux vers ».

Georges VIDAL.

## Où aller ce soir ?

Cette rubrique n'est pas une affaire de publicité. Quand bien même un directeur de théâtre nous offrirait cent millions pour y annoncer un spectacle pornographique ou les représentations d'une pièce maudissant pour l'individu, nous ne signalerions pas son établissement.

Mais nous recommandons ici, gratuitement, tous les théâtres où se jouent des œuvres dignes de l'attention des lecteurs du « Libéraire ».

### Théâtres lyriques

OPERA. — Relâche.  
OPERA-COMIQUE. — 20 h. 30 : La Tosca et Cavalleria Rusticana.  
VARIETES. — 20 h. 30 : Ciboulette (musique de Reynaldo Hahn).  
TRIANON-LYRIQUE (boulevard Rochechouart). — 20 h. 30 : Sylvie ; Isabelle et Pantaloon.

### Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 30 : Paillard.  
ODEON. — 20 h. 30 : La Petite Chocolatière.  
THEATRE CORA-LAPARCERIE. — Répétition générale de Plus que Reine.  
VAUDEVILLE. — 20 h. 30 : La Femme nue, de Henry Bataille.  
NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : Le Torrent.  
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES. — 21 h. : Amédée et les Messieurs en rang ; Knock ou la Triomphe de la médecine.  
THEATRE DES ARTS. — 20 h. 30 : L'Epreuve du bonheur.  
VIEUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — 20 h. 45 : Bastos le Hardi.  
MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — L'Eventail ; l'Occasion.  
ALBERT-1<sup>er</sup> (troupe du Canard sauvage). — 21 h. : Coq d'or.  
THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.

### Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — A 21 h. Les chansonniers Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazol, etc... « Ce sont les pitres », revue.  
LE CARILLON. — A 21 h. La Revue.  
LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — A 21 h. Les chansonniers Jean Rieux, de Souter, Remongin, etc... et la revue « T'es bête ».  
LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbes). — A 21 h. Charles d'Avray et ses chansonniers.



# A travers le Monde En lisant les autres...

## CE QUI SE PASSE

La grève des cheminots est à peine terminée en Angleterre, que les dockers se lèvent et réclament eux aussi un salaire adéquat au prix de la vie. Le 16 février prochain si les ouvriers des ports n'ont pas obtenu les deux shillings d'augmentation qu'ils demandent avec raison, aucune marchandise ne sera débarquée en Angleterre.

Espérons que plus heureux que leurs frères cheminots, les dockers obtiendront une satisfaction plus complète, et sortiront victorieux de la bataille.

En Allemagne, le conflit au sujet de la journée de huit heures continue. La situation s'est aggravée et un certain nombre d'usines qui avaient recommencé à travailler ont de nouveau fermé leurs portes.

Les capitalistes allemands, complices de leurs alliés français, veulent absolument faire peser sur les épaules du prolétariat les lourdes charges du Traité de Versailles.

Il serait pourtant facile de diminuer les frais, si l'on considère que les effectifs des armées d'occupation française et belge s'élèvent à 176.000 hommes, sans compter les nombreux fonctionnaires et leur famille.

Par une résolution votée avant-hier par le bureau du Parti Populiste allemand, nous apprenons que les frais d'occupation imposés au Reich pour la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1923, s'élèvent à 340 millions de marks-or. Au change actuel cette somme représente plus d'un milliard de francs que le peuple est obligé de verser pour payer les frais de la dernière guerre.

Bien que la presse officielle française nie ces chiffres et prétende que les effectifs ne s'élèvent qu'à 30.000 hommes, nous savons à quoi nous en tenir sur la bonne foi de nos journalistes bourgeois.

Aux Indes anglaises, la grève dans l'industrie colonnière suit son cours, et 90.000 ouvriers ont arrêté le travail. 65 usines sont fermées jusqu'au 4 février.

Le journal Le Temps a appris par son correspondant de Londres que les industriels avaient annoncé que si à cette date le travail n'était pas repris, sans conditions, les usines seraient fermées de nouveau pour une période de quinze jours.

Ce sont bien là les procédés du patronat spéculant sur la misère des ouvriers pour leur imposer des salaires de famine et les réduire à l'esclavage.

Nul doute que M. MacDonald ne se fasse, une fois de plus, le soutien de la bourgeoisie, et ne vienne défendre les capitalistes indiens contre le prolétariat en révolte.

I. G.

## ALLEMAGNE

### L'ETAT DE SIEGE

Berlin, 29 janvier. — La Diète prussienne a adopté une motion des communistes demandant la levée de l'état de siège. Les socialistes, les démocrates et un député du centre ont voté pour la motion.

M. Severing, ministre de l'Intérieur, a rappelé qu'il s'était entendu avec les représentants des autres Etats particuliers pour demander au gouvernement d'Empire la levée de l'état de siège militaire.

## RUSSIE

### LA SUCCESSION DE LENINE

Londres, 29 janvier. — On mande de Riga à l'Agence Reuters :

Selon les dernières nouvelles parvenues de Moscou, de grandes difficultés se présentent relativement à l'élection du successeur de Lénine. Les quelques hommes qui, jusqu'à présent, ont exercé le pouvoir en qualité de représentants de Lénine ne sont pas disposés à céder les rênes à un seul homme.

Dans les milieux influents, on se prononce en faveur d'un Russe pour la présidence du Conseil des commissaires. M. Tchitchérine continue à être considéré comme le candidat ayant le plus de chances d'être élu.

## ANGLETERRE

### CHEZ LES GENS DE MER

Londres, 30 janvier. — Dans un télégramme adressé au premier ministre, M. Havelock Wilson, président de la Fédération nationale des gens de mer, signale notamment qu'en raison de la grève de 1.200 marins allemands dans les ports britanniques, les vaisseaux allemands quittent ces ports avec un équipage insuffisant mettant ainsi en danger les autres navires naviguant dans les mêmes eaux.

En outre, ajoute-t-on, les capitaines des vaisseaux allemands enfreignent les lois britanniques en faisant de fausses déclarations au sujet de leurs équipages.

### LE CHOMAGE EN GRANDE-BRETAGNE

Londres, 30 janvier. — Il y a actuellement 1.215.900 sans-travail, soit 4.540 de moins que la semaine précédente et 269.978 de moins qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1923.

### ILS ECHANGENT DES LETTRES

Londres, 30 janvier. — Le Foreign Office a communiqué dans la matinée à la presse une note confirmant que le premier ministre a adressé à M. Poincaré une lettre particulière du caractère le plus amical dans laquelle il exprime l'espoir que les sérieux différends qu'il a trouvés en arrivant au pouvoir, dans les rapports des deux pays, pourront bientôt être réglés d'une façon satisfaisante.

La réponse de M. Poincaré n'était pas connue ce matin au Foreign Office.

Lorsqu'il faudra échanger des coups de fusils ils enverront les ouvriers.

Mais les ouvriers marcheront-ils ?

## SUISSE

### UN DEBAT SUR LES HUIT HEURES

Genève, 30 janvier. — Un débat sur la journée de huit heures a été institué aujourd'hui devant le Conseil du Bureau international du travail.

La représentation ouvrière du Conseil qui réunit, comme on sait les délégués des gouvernements, des patrons et des ouvriers, avait saisi hier ses collègues d'une motion réclamant de la part de l'organisation internationale du travail une action vigoureuse en faveur de la ratification de la convention de Washington concernant les huit heures.

La motion est venue en discussion ce matin. Elle a duré toute la journée.

Tout cela se terminera, si le prolétariat n'y prend garde, par l'augmentation de la journée de travail dans tous les pays, et les paroles de M. Jouhaux avec les représentants du patronat, ne peuvent que détruire dans l'esprit des masses qui le suivent, la confiance en l'action révolutionnaire qui seule peut apporter des résultats tangibles.

## POLOGNE

### LES MESURES DE RETORSION

#### DE LA POLOGNE CONTRE L'ALLEMAGNE

Varsovie, 30 janvier. — Le gouvernement bavares ayant expulsé quatorze familles juives de nationalité polonaise, et cela malgré les protestations répétées du gouvernement polonais, ce dernier s'est vu forcé de recourir à des mesures de rétorsion. En conséquence, quatorze familles allemandes, dont les noms ont été publiés dans la presse, ont reçu l'ordre de quitter la Pologne dans un délai de trois jours. D'autre part, une injonction semblable a été notifiée aux 150 citoyens allemands établis dans les woiwodes de Poznan et de Poméranie. Cette dernière mesure a été déterminée par les expulsions en masse des citoyens polonais du territoire de Mecklemburg-Schwerin, mises à exécution en dépit des protestations du ministre de Pologne à Berlin. Les journaux sont unanimes à approuver ces mesures énergiques.

Mesures énergiques ? Comme si les malheureuses victimes de ces mesures étaient responsables des actes de leur gouvernement.

Et puis, nous pouvons être certains que ce n'est pas dans la bourgeoisie que l'on a puisé, mais bien chez des pauvres émigrés.

### Pour réparer la gaffe...

Avant-hier, le vieux Maurras, dans son enlèvement de doctrine et dans sa fureur d'être « salé », avait brossé des gens de justice un tableau digne de notre éloge. Mais il avait, paraît-il, dépassé les bornes fixées par le « député de Paris », car hier, le gros Léon remet les choses au point diplomatique en rectifiant :

Il y a, même sous la République, de bons, d'excellents et même d'admirables magistrats, que nous ne nous faisons pas faute de saluer au passage, quand ils s'appellent Lescouvé, Ménilon, Scherdlin, Bouchardon, Mornet, etc. Je veux dire des magistrats intègres et totalement indépendants, qui considèrent leur redoutable fonction comme une sorte de sacerdoce, quelle est, en effet, il n'y a rien de plus grand ni de plus respectable, ici-bas, que la véritable Justice, fondement de la société et garantie des bons citoyens.

Et la véritable justice c'est celle qui ne me condamne pas — bien entendu !

### Devrons-nous voter ?

M. Maurice Foucault, dans la Liberté, regrette fort le nombre des abstentionnistes en période électorale. Après s'être plaint de la « négligence et du laisser-faire » de certains, il s'indigne surtout contre les abstentionnistes volontaires auxquels il ne ménage pas les reproches :

Et puis, il y a aussi des abstentionnistes volontaires dont l'attitude est particulièrement odieuse et dangereuse. Ce sont les esprits affolés qui, par aveugle désir de marquer leur mécontentement et par opposition stupide aux détenteurs actuels du pouvoir, se font les partisans du pire. Ceux-là abandonnent la lutte en proclamant qu'après tout, il vaut mieux que le mal triomphe, parce que du mal sortira peut-être le mieux.

Et M. Foucault, qui doit certainement caresser l'espoir de se faire dire quelque jour, propose un remède énergique, inspiré des mesures draconiennes de l'antiquité. Voyez plutôt :

Dénonçant, en 1800, dans son « Nouveau Paris », la coupable conduite des abstentionnistes de son temps, Mercier cite comme un exemple la loi coercitive en vigueur dans la république athénienne. « Déjà, dans l'antique Athènes », écrit-il, on fermait à certains jours toutes les portes de la ville, ne laissant libres que les rues qui conduisaient aux assemblées primaires. Les Athéniens ne regardaient pas cette loi comme attentatoire à leur liberté. Ils riaient, ce jour-là, de leur propre indolence et, tout en riant, ils exécutaient la loi.

Sans doute une mesure aussi rigoureuse ne trouverait-elle pas, de nos jours, en France, un bien favorable accueil ! Il n'en est pas moins vrai que le vote d'un texte coercitif s'impose chez nous à l'heure actuelle, car il serait vain d'espérer que la simple dénonciation du mal puisse suffire à convaincre nos abstentionnistes de leur dangereuse erreur.

C'est pourquoi il est à souhaiter que la loi actuellement proposée à la Chambre en vue de rendre le vote obligatoire — sous des sanctions d'ailleurs fort modérées — puisse être promulguée avant les prochaines élections.

Croyez-vous, monsieur Foucault, que la mesure serait opérante ?

### Trotsky « résistant »

Ça ne va plus comme sur des roulettes en Bolchevisme. Voici, paraît-il, Trotsky en disgrâce. Il aurait trouvé plus orthodoxe que lui, Victor Mérie, dans l'Enlèvement, s'en réjouit et, le baptisant « résistant », l'accueille comme une « recrue de taille » dans le Parti communiste unitaire.

Il y a eu bataille entre Trotsky et le Comité central. Et, dans cette bataille, c'est Trotsky qui a été vaincu.

Les raisons de cette bagarre ? Essayons de les définir. Trotsky a salué, avec ironie, la formule de ses adversaires concernant la « démission » de Trotsky. Il a élevé des doutes outragés sur l'application de cette nouvelle méthode. Et il a réclame, au nom du Parti communiste uni et discipliné, l'hospitalité pour les tendances, la libre manifestation des divers points de vue, plus d'air, plus de mouvement, plus de liberté. A quoi le Comité central a répondu en condamnant les « fractions » et en obligeant Trotsky à se démettre de ses fonctions et pouvoirs.

Singulier retour des choses. De tous les hommes de la Révolution russe, c'est Trotsky qui, jusqu'à ce jour, est apparu comme le plus sévère et le plus implacable. C'est lui qui dit : « Les ordres au parti français sont des créatures poétiques. Le Comité directeur et les saluts de rédemption de l'« Humanité ». C'est lui qui, en vertu de son infatigable, prosaïque, sans recours, toute déviation, toute tentative

renversée dans ce fauteuil, et je me serais mis à tes genoux.

— Comme cela ? dit-elle.

— Oui, et moi comme cela. Tu es belle, belle comme tu ne l'as jamais été ! Je t'adore.

Elle lui fit un petit appel familial des lèvres.

— Oui, je vais à toi. Attends-moi, j'y vais.

— François ! dit-elle en avançant les lèvres et en fermant à demi les yeux... Eh bien, qu'as-tu donc ?

— Debout devant elle, il l'interrogeait :

— Qu'avez-vous fait de votre journée ?

— Tonine devint très pâle.

— Vous n'étiez pas chez Mariette Leblanc. Elle ne vous a pas vu depuis six mois. Où étiez-vous ? Avec qui ?

Elle balbutia :

— Vous êtes fou !

— Ne mentez plus. Dites-moi tout. Il faut que je sache tout. Mais ne craignez rien. Je suis prêt à tout entendre. Que la honte ne vous retienne pas. Quoi que vous disiez, j'ai supposé pire.

Il attendit.

— Eh bien ! dit Tonine, c'est vrai, je suis allée à un rendez-vous.

— Avec M. Claudius Chazal.

— Vous savez ?

— Oui.

— Décidément, vous avez honte. Cela m'étonne. Voulez-vous que je parle, moi ?

Nous avons rencontré M. Claudius Chazal au théâtre. Il a su qui vous étiez en vous voyant avec moi. Il a cherché à vous revoir, et il vous a revus. Il est probable que vous l'avez encouragé par votre attitude et vos sourires. Cela a duré quelque temps ainsi. Puis, comme vous le dites,

de discussion, rejetant dans les rangs des « petits bourgeois » et des « contre-révolutionnaires » quiconque s'avisait de lui présenter la plus légère contradiction. C'est lui qui a condamné du haut de son omniscience, compliquée d'omnipotence, les communistes franc-maçons ou ligueurs, les collaborateurs de feuilles bourgeoises, les antimilitaristes abstraits, les adversaires de la « violence à plumer », les partisans de l'autonomie relative des fractions nationales. C'est lui qui a ordonné les excommunications et les exclusions automatiques.

C'est lui qui a pulvérisé la résistance et les résistants...

Et c'est lui, Trotsky, c'est lui qui, aujourd'hui, s'avère le premier et le plus symbolique des résistants !

Car les raisons du Trotsky actuel, c'étaient les nôtres.

Trotsky-Frossard, Zinoviev ou Khameneff-Cachin... kif-kif-bouriko, mon pauvre Victor Mérie. Tout ça ne te sort guère du borborygme politique dans lequel tu t'obstines à palanger, sans pitié pour ton propre esprit d'indépendance !

## Groupe de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie

La propagande menée en faveur de nos camarades révolutionnaires enfermés dans les prisons russes, rencontre de la part des militants de la classe ouvrière la plus vive approbation.

Le Groupe de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie se développe rapidement. De nombreux militants, tant en province qu'à Paris, lui ont déjà envoyé leur adhésion. Il a reçu également l'adhésion collective du Groupe libertaire de Lille et du Groupe anarchiste « Girier-Lorion » de Croix-Wasquehal.

Il y a mieux encore : un sous-comité du Groupe de Défense est en voie de constitution à Troyes. Et dans plusieurs villes de province les Comités pour l'assistance manifestent leur intention d'étendre leur action en faveur des victimes de la dictature russe.

Les secours matériels ne sont pas oubliés. Dès le 16 courant une collecte effectuée au meeting anarchiste de la Bellevilloise a produit la somme de 101 francs. Le lendemain le Groupe de Défense a reçu 50 francs du camarade F. G. de T.

En résumé, les débuts du Groupe de Défense sont présagés d'heureux résultats.

Rappelons aux militants que la correspondance doit être adressée à Jacques Reclus, 3, rue Lagrange, Paris, 5<sup>e</sup>.

## Solidaire de Boudoux

Laxou, près Nancy, 28 janvier 1924.

Je ne lis plus l'Humanité depuis qu'elle s'attaque au syndicalisme. De ce fait, c'est seulement aujourd'hui que j'ai connaissance des saloperies qu'elle publie sur Boudoux. J'en suis indigné. C'est honteux de voir le journal de Jaurès tombé si bas. Je proteste de toute mon énergie contre de pareilles diffamations.

J'ai connu Boudoux en 1904, aux grèves de Pont-a-Mousson. C'était un propagandiste courageux et énergique. C'est lui qui a éveillé mon cerveau ignorant à la conscience de classe.

Boudoux n'a jamais fait le jaune ni le frangiste. Il se peut qu'il déplaît à certains arrivistes, mais cela n'est pas suffisant pour le salir.

A bas les fascistes et les jésuites rouges !

E. GONETTI.

## Appel pressant

Nos amis se souviennent de l'appel que nous leur avons récemment adressé en faveur de notre camarade Madet. Leur solidarité nous permet d'ajouter quelques peu de choses. Or, notre malheureux camarade se trouve actuellement dans un état plus précaire que jamais. Seule avec trois petits enfants en bas âge, malade, et à la veille d'accoucher d'un quatrième, sa situation est poignante. Dans la misérable chambre qui abrite cette mère et ses petits, tout manque. Le froid, la faim, le désespoir assaillent ce malheureux. Deux de nos lecteurs ne pourraient-ils prendre chacun un petit, l'une de nos amies se chargeant du troisième ?

Et que les autres, nombreux, ne manquent pas de nous envoyer sans tarder, leur fraternelle obole que nous ferons aussitôt parvenir à cette infortunée.

vous avez accepté des rendez-vous. Maintenant, vous êtes sa maîtresse.

— Non, je vous le jure.

François haussa les épaules.

Pourquoi m'interroger, si vous ne me croyez pas ? Mais je vous dois la vérité. Tout ce que vous avez dit en commençant est vrai. C'est vrai, j'ai été coquette ; c'est vrai, j'ai été la « arce » ; c'est vrai, j'ai trouvé doux d'être aimée, car il m'aime. Si j'ai accepté un rendez-vous, c'est que vous ne me quittez plus. Il m'attendait tous les soirs. Je croyais lui devoir quelque chose en échange.

— Où avaient lieu ces rendez-vous ?

— A Neuville. Mais nous restons toujours sur une terrasse en plein air, devant tout le monde. Je souffrais de vous mentir, de vous quitter, mais c'était plus fort que moi.

— Ah ! vous l'aimez ?

— Je ne sais pas. Non. C'est vous que j'aime. Mais il me plaisait, et j'allais à lui.

— Il vous a embrassée ?

— Sur le front, sur les cheveux. Jamais comme vous.

— Sur les lèvres ?

— Non. Je ne crois pas. Si, peut-être une fois. Mais je ne lui ai pas rendu son baiser. De grâce, ne m'interrogez plus. Je vous ai tout dit.

— Encore une question. Que pensez-vous qu'il croie ?

— Je ne sais. Il espère qu'un jour je vous quitterai pour lui. Je ne suis pas coupable comme vous le pensez, François.

Tenez compte de ma nature. J'aime à être aimée, et ce sentiment est plus fort que tout.

— C'est bien.

Il y eut un assez long silence. Il la vit à ses genoux.

— Pardon !

## A TRAVERS LE PAYS

### Pourquoi l'un, et pas l'autre ?

Henri Barbusse avait prononcé au Congrès International des Anciens Combattants de Berlin, les 27, 30 septembre et le 1<sup>er</sup> octobre 1923, des discours jugés subversifs par le Parquet de la Seine.

M. Barnaud ouvrit une instruction et inculpa Barbusse, le 24 octobre, de provocation de militaires à la désobéissance, ainsi que Vandeputte dit « Paulus », qui n'a pas moins de douze poursuites sur les bras !

Son crime qui, à vrai dire, n'est pas le sien ? Celui d'avoir reproduit dans l'Humanité, les discours de Barbusse.

Or, celui-ci vient de bénéficier d'un non-lieu, alors que Vandeputte reste inculpé.

N'est-ce pas à la fois odieux et stupide ?

Ah ! ces gérants de journaux, ils ont bon dos ! Aussi la justice bourgeoise en profite !

### CINQ ANS APRES LA VICTOIRE

Versailles, 30 janvier. — A partir du 1<sup>er</sup> février, le pain sera vendu 1 fr. 25 le kilo, dans tout le département de Seine-et-Oise.

Pas seulement dans le département de Seine-et-Oise : dans toute la France, hélas ! Mais nous avons gagné la guerre, n'est-ce pas ?

Et nous avons en la victoire. Alors, qu'avons-nous à réclamer ?

### LEURS DIVIDENDES

Amiens, 30 janvier. — M. Onésime Grefet, âgé de 67 ans, charretier au service de M. Deneux, cultivateur à Sancourt, traversait Ham en conduisant un chariot et marchait près de son attelage. Jeté à terre par le brusque écart d'un de ses chevaux, il a eu la tête écrasée par les deux roues du lourd véhicule.

Encore une malheureuse victime du travail.

Mais ne serait-il pas juste de faire remarquer qu'à 67 ans, dans une société bien organisée, ce vieillard aurait eu droit au repos ?

Il n'en est pas de même dans la société capitaliste où les vieux doivent encore turbiner s'ils ne veulent pas crever de faim.

### VICTIMES DE LA PROCHAINE GUERRE

Cherbourg, 30 janvier. — Une nouvelle explosion d'obus chargés à la mélinite s'est produite à La Lande-Saint-Gabriel-Endigosville, près de Cherbourg, où est situé un chantier de destruction de ces engins.

Deux ouvriers ont été blessés ; ils ont été transportés à l'hôpital Pasteur. L'usine et les bâtiments d'exploitation sont complètement détruits.

Encore deux pauvres ouvriers qu'on peut dire victimes de la prochaine dernière guerre.

Ces obus ont éclaté avant terme voilà tout. Et ce sont des prolétaires — comme toujours — qui ont fait les frais de la folie criminelle de nos gouvernants.

### UN DECES

Clermont-Ferrand, 30 janvier. — Le prince Ferdinand d'Orléans, duc de Montpensier, frère du duc d'Orléans, est mort presque subitement ce matin, à 10 heures, en son château de Randan.

Son état de santé était depuis quelque temps assez précaire, mais rien ne faisait prévoir un décès aussi brusque.

Décidément, l'Action française n'a pas de chance depuis quelque temps.

## Arlegui à cassé sa pipe

Le responsable de la mort de milliers de militants révolutionnaires en Espagne, le grand chef de la terreur blanche Arlegui, a rendu enfin son âme au diable le 28 janvier.

Cette vieille canaille avait du sang ouvrier sur les mains, et ses malheureuses victimes ne se comptent plus.

En débarrassant notre pauvre monde d'une présence que les révolutionnaires espagnols ne jugeaient pas indispensable, le vieux bon dieu espagnol — si tant est qu'il peut y avoir un vieux bon dieu espagnol, comme pendant la guerre il y avait un vieux bon dieu français et un vieux bon dieu allemand — nous a délivré d'un triste spécimen de l'espèce humaine.

Encore une nouvelle qui ne nous empêchera pas de dîner, — les uns et les autres, — au contraire !

— Levez-vous, dit-il. Tout est dit pour aujourd'hui. Demain j'aurai pris une décision. Rentrez dans votre chambre. Moi, je reste ici.

— François !

— Laissez-moi ! Laissez-moi, vous dis-je ! J'ai besoin d'être seul.

Tonine obéit.

Lorsqu'elle se fut retirée, il s'assit et demeura immobile. Les yeux fixés sur le cadran de l'horloge. De grosses gouttes de sueur coulaient sur son front, et il avait froid. Vers le milieu de la soirée, n'entendant plus aucun bruit, il se leva, ouvrit doucement la porte de la chambre. Tonine ne s'était pas couchée. Elle dormait sur un fauteuil.

— Elle tue et elle dort !

François hésita une minute. Puis :

— Non, dit-il. J'irai jusqu'au bout. Il sortit.

Quoiqu'il fût à peine neuf heures, François trouva les magasins fermés. Ni rassemblements tumultueux, ni cris, ni chansons. Les gens devant leurs portes causaient à voix basse. Dans les carrefours et sur les quais, les groupes, plus rares que d'habitude, se dispersaient presque aussitôt après s'être formés. Pas un soldat. Les troupes étaient consignées dans les casernes. La ville muette semblait se recueillir pour la bataille du lendemain. Un étranger eût pressenti la menace de la guerre civile dans la physionomie des rues.

Mais François l'avait dit : il ne s'intéresserait plus à ce qui passionnait les autres. Rapidement, il gagna les quais, traversa le pont Morand, suivit le cours à l'extrémité de la place Louis XVI. Il frappa à la porte de la maison de M. Chazal.

(A suivre)

(45) Feuilleton de Libertaire 31-1-24

## Le Drapeau Noir

par Tony RÉVILLON

### DEUXIEME PARTIE

## Mourir en combattant

### VIII

#### TONINE

Aucun ne justifiait un soupçon. « C'est donc un étranger ! » Un à un, il se rappelait les incidents de leurs promenades ; une à une, il retrouvait ses sensations inquiètes ou douloureuses. Sa mémoire était impeccable. Tout à coup il s'arrêta net dans sa recherche. « J'ai trouvé ! » Il en était à cette soirée au théâtre, à ce jeune homme dont le regard s'était croisé avec celui de sa maîtresse.

— « C'est lui ! »

Pas de doute possible, Claudius Chazal était un vivier. Il faisait la cour à toutes les femmes. La beauté de Tonine l'avait frappé. Sachant où la rencontrer, libre, maître de son temps, il avait dû la guetter, la suivre, la séduire. « Ah ! je sais maintenant ce que c'est que la jalousie ! » s'écria le malheureux. Le fantôme qu'il avait toujours poursuivi venait de prendre corps. Il se représentait les deux têtes de

Tonine et de Claudius penchées l'une vers l'autre, des lèvres touchant les lèvres de sa maîtresse ! En ce moment, il les eût tués tous les deux. Il but un verre d'eau et se mit à rire. « A quoi bon l'interroger, puisque je sais tout ? Je veux la voir mentir. » Il se sentait capable de dissimuler et de mentir aussi.

Tonine, en rentrant, le trouva assis auprès de la fenêtre, occupé à lire.

Ma pauvre patronne est bien malade, dit-elle. Je ne crois pas qu'elle en ait pour longtemps. Le moral est atteint. Elle ne sait plus ce qu'elle dit ni ce qu'elle fait. Un de ces jours on la trouvera morte, son métier entre ses bras.

Elle parla ainsi pendant cinq minutes, sans qu'il songeât à l'interrompre.

— Qu'as-tu donc ? lui dit-elle. Tu ne me questionnes pas comme d'habitude ?



# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Les grèves

**Blanchisseuses de Chaville.** — Les ouvrières et ouvriers des blanchisseries sont en grève pour une augmentation de salaires.

**Municipaux de Versailles.** — Les ouvriers boueux réclament une augmentation de salaires. Leur grève gêne considérablement la ville.

**Ameublement parisien.** — Les ouvriers de la fabrique Bercovici ont repris le travail après avoir signé un accord avec leurs patrons.

**Boulangers de Tours.** — Pour obtenir la suppression du travail de nuit, les boulangers ont cessé le travail.

**Industrie du bois à Bruges (Belgique).** — La grève générale vient d'éclater dans l'industrie du bois à Bruges. Les ouvriers réclament 25 centimes de l'heure en plus.

**Souffleurs de verre de Paris.** — Les grévistes après avoir entendu le camarade Sue, secrétaire de la Fédération, ainsi que des camarades du Comité de grève, décident la lutte à outrance jusqu'à complète satisfaction.

Se déclarent solidaires de la camarade emprisonnée pour les besoins de la cause.

## Les revendications

**Dans les lycées.** — Les agents de service des lycées nationaux se sont rassemblés à la Bourse du travail. Ils ont témoigné leur confiance au Conseil syndical à qui mission a été donnée de poursuivre la réalisation des revendications du petit personnel des lycées nationaux.

**Employés de banques et bourses.** — Les employés demandant que leurs salaires soient fixés en « monnaie stable » par leurs patrons.

Allez donc trouver une monnaie stable avec la déperdition du franc, l'augmentation du pain, des transports et de tout le saint-frusquin ?

**Plâtriers d'Yonnax (Ain).** — Les ouvriers plâtriers réclament une augmentation horaire de 50 centimes.

**Employés de Rodex.** — A la suite d'une réunion, les employés ont voté un ordre du jour pour réclamer le rajustement des salaires.

**Travailleurs de la pierre de Paris.** — L'offensive contre les 8 heures est déclenchée, et c'est avec douleur que nous voyons des hommes se réclamant de la classe ouvrière accepter l'asservissement et l'esclavage sans protester contre pareille emprise sur la liberté individuelle.

L'entrepreneur Rontax a donné l'ordre lundi de faire 9 heures. Au chantier de taille de pierre, rue Lafontaine, à St-Ouen, un seul camarade est parti à la 8<sup>h</sup> heure, tous les autres chiens couchants se sont inclinés.

Dans de pareilles conditions, comment voulez-vous vous défendre contre les coups qui seront portés à vos salaires et à vos libertés ?

En toute conscience, nous vous le demandons, nous faisons appel à tous les hommes de cœur qui sont avec nous pour défendre la journée de 8 heures. Nous leur disons d'employer tous les moyens pour son application. C'est notre droit, c'est notre devoir.

Le secrétaire, J. BLOIS.

## Syndicalisme nouveau et commercial

Enfin ! Heureuse Fédération des cheminots qui va pouvoir être fécondée directement, sans intermédiaire, par deux de ses secrétaires élevés au titre de membres du Comité Directeur du grand parti des masses.

Vous allez peut-être croire que le troisième (secrétaire administratif) va être jaloux des lauriers de ses deux collègues ? Eh bien ! non, lui aussi a quelque chose en vue : le poste de colonel dans l'armée rouge. Lui qui paraît non dépourvu de lâcheté, même devant un vaillant qui le menaçait d'une correction pour de lâches calomnies faites à son égard, sera bien placé à la tête des gardes rouges ; sa vaillante attitude dans le passé lui vaudra bien ce poste.

Tout cela pourrait être rigolo si nous ne nous trouvions pas devant une situation aussi grave.

Que penser des paroles de Semard, à une réunion de Paris-Etat, rive droite, répondant à un pauvre bougre de syndiqué qui ne comprenait pas que l'on pouvait être contre des élections en 1919 et pour en 1923 : « En ce qui concerne les élections, nous n'en sommes pas encore là ! »

Eh bien ! oui, je crois maintenant que, à ce moment-là, nous n'avons pas su approfondir suffisamment le sens de ces paroles. Aujourd'hui, nous pouvons regarder en arrière et voir le chemin parcouru ; sous le prétexte de ne pas s'occuper de ce qui se passe à côté, le travail s'est accompli. J'ai cru, et c'est un grand tort de ma part, que ces camarades étaient de bonne foi, même dans leurs erreurs, mais aujourd'hui je dis qu'ils étaient et sont encore des bandits, car ils préparaient la livraison, comme un vil cheptel, du syndicalisme au P. C.

Comment voulez-vous que ces hommes qui ont à charge d'aller, dans les masses, porter les paroles syndicales, s'acquittent de leur tâche, quand eux-mêmes n'ont pas confiance au syndicalisme ?

Il leur répugne certainement d'aller dire aux travailleurs : « Vous êtes des hommes conscients, c'est vous seuls qui pouvez, par vos organisations syndicales, faire une société meilleure ».

Comment voulez-vous que le secrétaire général de la Fédération des cheminots aille dire aux cheminots de partout : « Venez à l'organisation syndicale. Elle seule, basée sur le travail, peut tout », quand lui-même fuit le camp ? Attention ! pas officiellement, mais officieusement, car la croûte, il faut l'assurer.

Eh ! oui, ils sont pas mal de permanents de syndicats dans ce Comité Directeur ! L'habitude est prise, on ne reconnaît la valeur du syndicat que pour ce qu'il rapporte tant à l'individu qu'au Parti.

Affaire commerciale, quel !

A. D.

## Les petits moyens

Le meeting sanglant du 11 janvier qui a été causé par la trop cynique tentative de subordination du mouvement économique par un Parti à base politique et pénétré de prétentieuses ambitions, a permis de constater le peu de dignité, de grandeur d'âme que renferme ce parti.

Par la voix de son organe officiel *l'Humanité*, il nous a été permis d'enregistrer la profondeur réelle de déchéance morale dans laquelle ces gens sont si vilement tombés. En effet, pour rejeter le poids énorme de la responsabilité d'un double assassinat, pour dérouter les esprits d'un doute à leur égard, on n'a pas hésité à employer l'arme perdue de la calomnie.

Ce journal, au style vicieux et plus dangereux qu'un journal bourgeois, essaie de se défendre contre ses adversaires de tendance par la diversion. Il attaque le passé, la vie de certaines individualités.

Ce fut le cas pour notre camarade Boudoux. Dans d'interminables colonnes où des allégations erronées alternaient avec le ridicule, on a pu voir la plus infamante tentative de chantage contre une figure révolutionnaire. Procédé mesquin qui ne peut qu'amoindrir le peu de valeur que détiennent les représentants de ce parti.

Spécialisés dans cette propagande de diffamation, dont la lecture sied à merveille à leurs indigents lecteurs, aujourd'hui c'est le tour de notre camarade Jouteau, secrétaire fédéral du bâtiment. *l'Humanité* l'accuse de ces impardonnable crimes : il est, paraît-il, ignorant complet de la doctrine révolutionnaire ; il a soutenu des socialistes et a sollicité une candidature de conseiller général. Misérable Jouteau ! Un tel passé de trahison et de méconnaissance sociale est suffisant pour que les foudres communistes s'abattent sur toi et te frappent d'ostracisme. Misérable révélation qui ravale bien bas le calomniateur.

Les travailleurs conscients ne seront pas dupes de ces vilaines manœuvres ; c'est la manifestation d'une haine inextinguible envers l'opposition syndicaliste parce qu'elle cherche à entraver le flux pernicieux de la propagande plus politique que communiste. Pour assouvir leur soif d'ambition, de domination, pour briser la ténacité des syndicats qui se dressent contre l'œuvre dangereuse de la politique, tous les plus bas moyens sont employés sans scrupules de conscience.

Face à votre œuvre de destruction de l'édifice économique pour vouloir y implanter votre conception gouvernementale de la dictature sur le prolétariat, la minorité syndicaliste de la Seine s'est dressée contre vous. Notre appel a été la signification nette, absolue d'un désir suprême de paralyser votre cynique tentative de vouloir vous emparer de l'œuvre des prolétaires.

A cette défense légitime au sein même de notre maison, vous nous avez répondu en assassinant deux de nos nôtres. Votre crime est là, flagrant indiscutable.

Nous ne l'oublions pas. L'irréparable nous sépare à tout jamais, et une fois de plus nous nous crions : ASSASSINS ! Si hier, nous nous sommes dressés contre vous, aujourd'hui nous veillons attentivement sur votre néfaste besogne. Et demain, si les circonstances l'exigent, pour la sécurité du syndicalisme, nous nous dresserons encore contre vous.

Qu'importent vos épithètes insolentes ; qu'importent vos interprétations fausses ! Nous emploierons les armes loyales qui auront plus de force pour vous frapper que vos agissements de haine, de mensonges et de violences n'en ont pour essayer de légitimer vos néfastes besognes.

Emile KOCH.

## Minorité des Boulangers de la Seine

Réunie en assemblée générale le 24 janvier, la minorité des ouvriers boulangers de la Seine voue au mépris de la classe ouvrière les politiques du P. C. qui, par leur action néfaste, ont réussi à diviser la classe ouvrière et à tuer le syndicalisme dans la C.G.T.U.

Déclare que les actes inqualifiables dont les agents de Moscou se sont rendus coupables lors du meeting de la Grange-aux-Belles leur interdit à l'avenir de parler au nom du prolétariat.

Considérant que le syndicalisme groupe tous les travailleurs sans distinction d'opinions pour la lutte contre le patronat, la minorité considère de son devoir d'aider à la réalisation de l'unité des ouvriers, seule capable d'arracher les améliorations indispensables au prolétariat et de le conduire vers son émancipation totale.

En conséquence, ayant seulement en vue le sort des travailleurs de la boulange, décide devant l'incapacité de la majorité communiste du syndicat, de mener une action énergique pour faire aboutir les revendications formulées par les mitrons.

## FAITES DES ABONNES au "Libertaire"

Découpez le placard ci-contre et faites-le remplir par un camarade

### ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 64 fr.	Un an..... 86 fr.
Six mois..... 32 fr.	Six mois..... 43 fr.
Trois mois..... 16 fr.	Trois mois..... 21 fr.

Chèque postal : Férandel 586-65

De préférence utilisez notre Compte Chèque Postal Férandel n° 586-65 Paris. Vos frais d'envoi de fonds ne s'élèveront qu'à 0 fr. 25 — aucun risque de...

## Aux Jeunes du Bâtiment et de la Terrasse

Jeune camarade !

A l'heure où le syndicalisme se débat au milieu de multiples difficultés ; au moment où la réaction et le militarisme triomphent ; au moment où l'on assassine les nôtres ; lorsque les frères aînés souffrent et combattent sans trêve pour la revendication de leurs droits qui sont les tiens ;

Vas-tu rester inactif ? Devant l'ignominie de tes exploiters, ton cœur ne se révolte-t-il pas ?

Toi aussi, tu participeras à la lutte commune !

C'est ton devoir de prolétaire, tu ne peux y faillir en restant indifférent aux efforts de tes compagnons de labeur.

Dès maintenant, il faut que tu prennes ta part de responsabilités, que tu viennes grossir nos rangs. Tu dois devenir capable de te conduire toi-même.

A présent tu es un jeune, demain tu seras un homme et la résolution que tu prendras aujourd'hui fera de toi un ignorant et un esclave, ou bien un ouvrier conscient prêt à se libérer.

Choisis ! Nous espérons, jeune camarade, que tu auras compris notre appel et que tu assisteras à nos réunions qui se tiennent tous les mercredis, à 20 h. 30, salles 13 et 14, 4<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Des causeries sont faites par des camarades et vous y trouverez des journaux corporatifs et l'organe de la Fédération des Jeunes Syndicalistes : *Le Cri des Jeunes*.

## Dans l'agriculture

Après le congrès des vignerons du Midi, la Fédération confédérée a tenu un Congrès à Narbonne. Tout en applaudissant à l'ordre du jour voté contre la pénétration dans les syndicats par les partis politiques et contre les tureries sanglantes de la Grange-aux-Belles, un point noir est resté, c'est celui de l'unité.

Dans un précédent congrès tenu à Courson (Aude), et où étaient invités les syndicats de toutes tendances, l'unité avait été l'objet d'une discussion, très courtoise, de part et d'autre. Sur ma proposition, une commission mixte avait été nommée, d'abord pour la coordination des efforts et l'aboutissement des revendications immédiates et pour réaliser ensuite l'unité organique.

Je regrette vivement d'avoir été obligé de quitter le pays vignoble, sans quoi j'aurais rappelé à cette commission la nécessité de son fonctionnement.

L'unité peut être un fait chez les vignerons du Midi, qui ont, à leur actif, de belles victoires sur le patronat. Seule l'unité peut amener dans notre organisation sa puissance combattive et faire disparaître le malaise, les haines, les crimes, dont la classe ouvrière fait les frais.

Faisons un effort. Au-dessus des partis politiques qui, en tout temps, ont trompé les masses ouvrières, au-dessus des rivalités personnelles, il peut y avoir, accord, en prenant comme base la charte d'Amiens. Pas de mots d'ordre d'un parti politique. Au syndicat, des ouvriers, des exploités, unis dans une même pensée : que, seule, leur union fera leur force, que leur émancipation se fera par leurs propres moyens.

Pour cela il faut faire abstraction de sa personnalité, il faut que celui qui, vraiment, veut voir la classe ouvrière puissante et unie, abandonne un peu de son ambition. L'intérêt de la classe ouvrière doit passer avant le « moi ».

Ce doit être la solution que doivent prendre les militants révolutionnaires.

Deux fédérations, l'une entre les mains de M. Albert Thomas, l'autre entre les bras du P. C.

Dans le Midi, un patronat organisé, puissant, dans sa confédération générale des vignerons, qui a à sa tête, M. Elie Bernard, secrétaire des grandes associations agricoles, gros propriétaire, membre notoire du parti S.F.I.O., il défend, avant tout, les intérêts de ceux qui l'ont placé à la tête de leur organisation, c'est-à-dire les propriétaires.

D'un autre côté, les propriétaires adhérents au P. C., une fédération qui a voté à Moscou la liaison ouvrière, dont l'un des délégués est gros pépiniériste et secrétaire fédéral d'un département pour le P. C. Politique d'un côté, politique de l'autre. Que périsse le prolétariat, que crèvent de faim les ouvriers aux bas salaires ! Les politiciens ne pensent qu'à leurs propres intérêts.

Soyons francs, le voulez-vous ? Jetons à la porte de nos organisations syndicales, tous ces politiciens, reprenons la charte d'Amiens et l'unité du prolétariat se réalisera.

Justin OLIVE.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Camarade administrateur du "Libertaire" 9, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>)

Ci-joint veuillez trouver (ou bien)

Je vous adresse ce jour d'autre part la somme de.....

en mandat-poste (ou carte) ou chèque

postal pour un abonnement de..... mois.

NOM et PRENOMS.....

PROFESSION.....

ADRESSE.....

DEPARTEMENT.....

## Aux Cheminots syndicalistes

Par une activité incessante, par des combinaisons habiles, le Parti communiste a réussi à placer à la tête de la Fédération, des Unions de réseaux et d'un très grand nombre de syndicats, des hommes dévoués qui agissent aujourd'hui, officiellement, en son nom.

Le Congrès de Saint-Etienne avait déjà marqué une forte tendance à cette nouvelle orientation d'une Fédération qui, jusqu'alors, avait toujours défendu avec vigueur, l'autonomie et l'indépendance du syndicalisme.

Les Congrès de réseaux, le Congrès Fédéral de 1923 ont démontré que les conquêtes du parti se sont accrues, jusqu'au point de mettre en péril le syndicalisme chez les cheminots.

Le Congrès de Bourges, préparé de haute main, avec des moyens appropriés, a non seulement démontré que les dirigeants fédéraux, que les secrétaires d'Unions de réseaux et de nombreux syndicats entendaient faire absurdement, et avant tout, les affaires de leur Parti ; faire servir toute l'action individuelle ou collective de leurs adhérents à leurs intérêts de partisans, mais il fut encore la preuve absolue, irréfutable et définitive que le syndicalisme était désormais en tutelle.

En désignant comme membres du Comité Directeur les camarades Semard, Secrétaire fédéral, et Demusois, Secrétaire fédéral adjoint, le Congrès communiste de Lyon a mis le sceau officiel à une besogne qui place, sans conteste possible, la Fédération des Cheminots, ses cadres, ses organismes, ses adhérents au service du Parti communiste français, dont la propagande, l'action sont liées, jusqu'à se confondre totalement, avec celles de la C.G.T.U. depuis le Congrès de Saint-Etienne.

Il est de toute évidence que, devant une telle situation, les Cheminots syndicalistes doivent réagir. S'ils s'étaient davantage intéressés à l'action de la Minorité, nous n'en serions sans doute pas là.

Aujourd'hui, tout recul doit cesser, la minorité des cheminots doit se grouper nationalement, s'organiser par réseau et par syndicat. Tout cela doit se faire rapidement afin de constituer, dès que possible, le sous-comité fédéral des Cheminots qui servira pour sauver ce qui reste de syndicalisme, et au sein du Comité Central de la Minorité et en accord avec lui.

Les camarades doivent aussi rester étroitement groupés, ne pas quitter les syndicats auxquels ils appartiennent : en un mot, former le noyau compact qui, sous peu, aura de gros efforts à fournir.

Que les camarades qui désirent, comme nous, arracher le syndicalisme à l'emprise qui l'étouffe, le tue un peu plus chaque jour, se réunissent localement, sur l'initiative de l'un d'eux, créent un organisme de résistance et se mettent immédiatement en relations avec le camarade J.-B. Chaverot, ex-secrétaire adjoint, Cité Jardin, à Suresnes (Seine), qui leur donnera tous renseignements nécessaires.

Camarades, tous debout et à l'œuvre pour que vive et se libère le syndicalisme actuellement enchaîné par des politiciens.

P. BESNARD, J.B. CHAVEROT, Ex-Secrétaire Ex-Secrétaire des Cheminots Parisiens. fédéral-adj.

## Aux Cheminots parisiens

Dans le but de constituer immédiatement le centre d'action et de résistance des cheminots syndicalistes parisiens.

Vous êtes priés d'assister à la réunion constitutive du groupement des syndicalistes parisiens, qui aura lieu le Vendredi 1<sup>er</sup> février 1924, à 20 h. 30, salle de la Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Tous les cheminots syndicalistes se doivent d'y assister pour être en mesure d'agir rapidement, pour sauver le syndicalisme.

P. BESNARD, J.B. CHAVEROT,

## Appel aux ouvriers étrangers

La Confédération générale du travail unitaire organisée dans le mois de février une large tournée de propagande contre la vie chère pour le respect des huit heures, pour le relèvement des salaires.

Nous nous adressons aux camarades étrangers, et spécialement à ceux d'entre eux qui connaissent le français, leur demandant d'amener par une propagande active, la masse des travailleurs italiens, espagnols, polonais, tchécoslovaques aux meetings qui vont être organisés avec les camarades français.

Il est utile que les camarades étrangers syndiqués dans les villes à nombreuse immigration, se mettent immédiatement en relation avec le secrétaire et le Comité de leur syndicat, ou de l'Union locale. Les syndicalistes peuvent demander à la C.G.T.U., par la voie du délégué régional, les tracts, les affiches et l'orateur de langue italienne, espagnole, polonaise, hongroise et tchécoslovaque.

Si la diffusion des tracts doit être normalement assurée par les syndicats, les camarades étrangers ne se refuseront pas à les aider très activement afin de toucher, par le moyen des connaissances et des amitiés personnelles, les milieux travailleurs étrangers indifférents au mouvement des revendications sociales.

Cette tournée de propagande dans toute la France ne doit pas se passer sans que l'idée des Comités intersyndicaux de langue étrangère, par localité et département, suggérée par la C.G.T.U., reçoive une vigoureuse impulsion pour l'acheminer vers sa réalisation pratique partout où il sera possible.

Camarades étrangers, démontrez à la réaction bourgeoise que, sans vous livrer imbecilement à sa rage de persécution, vous savez accomplir tout de même votre devoir syndical, soutenus par la foi vivante dans la raison et la justice prolétarienne.

Le Bureau de la main-d'œuvre étrangère.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Gabriel BRAYE

Imprimerie spéciale du Libertaire 10-12, rue Paul-Elong, Paris

## Communiqués Syndicaux

**Ameublement.** — Réunions de ce soir : Maison Bozza, passage Maigrot-Delaunay : Réunion de tout le personnel à 18 heures, salle Rossignol, 21, rue d'Avron. Orateurs : Demouilliers et Favre.

Maison de biseautage de glaces, 54, rue Troussau : Réunion de tout le personnel à 18 heures, salle Salvarelli, au coin de la rue de Charonne et de la rue Troussau. Orateurs : Rossignol et De Groot.

**Bâtiment.** — Conseil général : Ce soir, à 18 heures, bureaux 13 et 14, Section du 13<sup>e</sup>. Dimanche, à 9 heures, 163, boulevard de l'Hôpital.

Nous rappelons à nos adhérents de langues étrangères qu'ils ont au Syndicat les mêmes droits que ceux de nationalité française et qu'ils doivent, en conséquence, assister aux réunions des sections techniques ou locales.

**Serruriers.** — Ce soir, à 18 heures, Conseil de la Section, bureau 15.

**Coiffeurs.** — Ce soir, à 21 heures, assemblée générale, à la Bourse du Travail. A l'ordre du jour : l'Action syndicale et l'Unité.

**Minorité des Employés.** — Réunion demain, à 20 h. 30, avenue Mathurin-Moreau. A cette réunion, sera examinée la constitution de la Minorité syndicaliste révolutionnaire des employés de toutes catégories : voyageurs, représentants, comptables, employés, instituteurs libérés.

**Métaux.** — Usine Chenard et Walcker : Réunion à 17 h. 30, salle Revy, 46, rue de l'Arbre-Sec. Section d'Issy-les-Moulineaux : Réunion de la Minorité ce soir, 26, rue André-Chénier, pour la formation d'un Syndicat autonome.

**Jennesses syndicalistes des Métaux.** — Ce soir, à 20 h. 30, salle des Commissions Bondy, Bourse du Travail : Causerie par Tiblément.

**P.T.T.** — Ce soir, à 20 h. 30, Bourse du Travail, grand meeting, par Lartigue et Pilloud, contre les brimades de l'Administration. Les dames sont spécialement invitées.

**Scieurs, Découpeurs, Mouturiers.** — Ce soir, à 20 heures : Commission de contrôle.

**Voiture-Aviation et Maréchalier.** — Le trésorier informe les collecteurs et les camarades qui veulent échanger leur carte de 1923 pour celle de 1924 qu'il est à leur disposition le jeudi, de 20 h. 30 à 22 heures et le samedi après-midi de 15 heures à 19 heures.

Les camarades syndiqués ou non du 13<sup>e</sup> arrondissement et environs, désireux de suivre les cours de dessin, sont priés de s'adresser, le mardi et le jeudi de chaque semaine, à 20 h. 30, 163, boulevard de l'Hôpital, Paris (13<sup>e</sup>).

## La Vie de l'Union Anarchiste

### Paris et Banlieue

**Groupe anarchiste universitaire.** — Ce soir, à 20 h. 30, réunion du Groupe, 6, rue Lanneau, salle Salasac, Paris (5<sup>e</sup>). Invitation cordiale à tous les étudiants.

**Groupe du 11<sup>e</sup>.** — Ce soir, à 20 h. 45 précises, 115, boulevard Voltaire. « Au Rendez-Vous des Cochers » (métro : Nation) : Discussion entre copains. Appel aux sympathiques.

**Groupe du 20<sup>e</sup>.** — Ce soir, jeudi, boulevard de Belleville, 28, à 20 h. 30 : Mise au point de la fête : causerie par une camarade sur « Anarchisme et Syndicalisme ». La contradiction est sollicitée.

**Groupe d'Etudes sociales de Saint-Denis.** — Réunion demain, à 20 heures, 4, rue Suger, Bourse du Travail.

Causerie sur la Russie : le mouvement révolutionnaire avant 1905 : pendant la révolution, et la répression de 1905.

**Groupe d'Etudes sociales de Reuil.** — Dimanche, 3 février, à 9 heures du matin :

GRANDE REUNION PUBLIQUE

Sujet traité :

Les Anarchistes et la Violence

Orateur : Le Meilleur

**Groupe libertaire d'Issy-les-Moulineaux.** — Ce soir, controverse entre plusieurs camarades du Groupe sur « la Société économique ». Un appel est fait aux sympathiques pour qu'ils assistent à nos soirées.

### Province

**Groupe libertaire de Vierzon.** — Réunion du Groupe ce soir, à 18 heures, salle Laroche, à Vierzon-Village.

Que tous les copains soient présents. Discussion sur la fondation de la Fédération du Centre.

## Communications diverses

**Les Fêtes du peuple.** — A 9 h. 30 du matin, annexe de la Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau, chorale enfantine.

**Club du Faubourg.** — Ce soir, à 20 h. 30 très précises, théâtre de la Fourmi, M. Anatole de Monzie fera d'importantes déclarations sur : « Ce que j'ai vu au pays des Soviets : le Retour de la Russie en Europe ». Samedi après-midi, Crystal-Palace, 9, rue de la Fidélité, 1<sup>er</sup> : « Faut-il encourager les jeunes ? » par André Lang, et débat sur : « Les Etroux camarades ; les Relations sexuelles : la Camaraderie conjugale est-elle possible ? l'Amour est-il insupportable du désir ? ».

**20<sup>e</sup> Section des Libérés.** — La 20<sup>e</sup> Section de Libérés invite tous les antimitralistes à sa grande réunion publique de propagande, le vendredi 1<sup>er</sup> février, à 20 h. 30, salle Deudon, 8, rue de Bagnolet. Des permanences fonctionnent tous les dimanches, 8, rue de Bagnolet et 37, rue Julien-Lacroix.

## Pour que vive le "Libertaire"

Groupe du 12<sup>e</sup> : A l'issue de la conférence Colomer, 55 fr. 80 ; Mairiel, 5 fr. ; Olive Justin, 5 fr. ; Meyer Paul, 15 fr. ; Leuron Raoul, 5 fr. ; Pengloan, 5 fr. ; Germaine Berton (montant de la souscription des copains de Dou-dain), 20 fr. ; Perdriz, 5 fr. ; Friquet, 3 fr. ; Pierre, 2 fr. ; X..., 0 fr. 50 ; Rocher, 20 fr. ; un Copain, 4 fr. 30 ; M.S.A.F., 10 fr. ; les Bâtisseurs de la Chauxsuse, 27 fr. 50 ; Cassier, 1 fr. ; l'Ebéno, 3 fr. ; Blanchon, 5 fr. ; Pengloan, 5 fr. ; un Libertaire espagnol, 10 fr. ; La Boulange, 1 fr. ; Bourrel, 2 fr. ; Flament, 3 fr. ; Bockart, 2 fr. ; Arthur et Honoré, 10 fr. ; A bas le successeur de Lénine, Arthur, 5 fr. ; La Peinture, 3 fr. ; X..., 2 fr. 85 ; Pour que vive le 1<sup>er</sup> février, chez Eug. Boulogne, à Levallois, 19 fr. ; Deboux, 5 fr. ; Ménelas N. Apostolides, 106 fr. 50 ; Desplanque, 5 fr. ; Pour la mort des Gros, 5 fr. ; Un qui a reçu sa paye, 5 fr. ; quelques Copains de Roanne, 15 fr. ; Taxi, 5 fr. ; Campo, 2 fr. ; Chatelas, 5 fr. ; Vie, 2 fr. 50 ; un Copain, 1 fr. 85 ; Pour que vive la C.G.T.C., 0 fr. 50 ; A bas le Syndicalisme, 2 fr. ; Duval, 2 fr. 10 ; Duvoisin, 1 fr. ; Saling, 1 fr. ; Deux Zébrés, 4 fr. ; X..., 0 fr. 50 ; Saf, 2 fr. ; Veber Eugène, 2 fr. ; Garini, 2 fr. 45 ; un Idéaliste, 2 fr. ; Marchadier, 5 fr. ; Waltebled, 1 fr. ; Trachel, 2 fr. ; Demichels, 4 fr. — Total de la présente liste : 418 francs 50.